

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1198

Artikel: Investissements directs : capitalisme suisse, face mondiale
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015360>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Capitalisme suisse, face mondiale

La presse s'alarme: «Pour la première fois, les étrangers ont désinvesti en Suisse en 1993» (titre de 24H, 11 janvier 1995). Forcément. C'est la première fois que la BNS publie des chiffres sur les investissements directs étrangers en Suisse. Reste à y voir de plus près

RÉFÉRENCE

Dans le quatrième numéro de son bulletin trimestriel *Monnaie et conjoncture*, la BNS publiait régulièrement depuis 1987 un rapport d'enquête intitulé «*Les investissements directs suisses à l'étranger en ...*» Pour tenir compte du contenu élargi, le titre a changé: *L'évolution des investissements directs en 1993*. Cf *Bulletin BNS*, décembre 1994, pp. 372-380.

(y) Depuis 1985, la Banque nationale suisse publie fidèlement les résultats de son enquête annuelle auprès des entreprises suisses sur les investissements directs qu'elles effectuent à l'étranger. Au fil des années, le rapport s'est enrichi: on a progressivement détaillé la statistique par continent d'abord, par pays ensuite, tant pour la destination des capitaux exportés que pour l'effectif du personnel occupé dans les entreprises suisses à l'étranger. En 1993, on a encore élargi le cadre de l'enquête, en multipliant les sociétés interrogées (dont le nombre reste toutefois inconnu) et en publiant, pour la première fois, des données relatives aux investissements directs de l'étranger en Suisse.

Les deux mouvements – exportation et importation de capitaux directs – étant désormais disponibles, la tentation était grande de comparer le volume de ces deux flux, surtout qu'il y avait matière à titres alarmistes: le 11 janvier, deux journaux romands au moins n'y ont pas résisté (*24H* et *Le Nouveau Quotidien*). Ainsi, tandis que l'AGEFI livrait un compte-rendu raisonné de la statistique BNS, faisant au passage état de la «préoccupation» du Vorort, les deux autres quotidiens y allaient l'un et l'autre d'une attaque en première page, d'un éditorial signé par un journaliste (respectivement Nicolas Willemin et Jean-Jacques Roth) ainsi que d'un article documentaire d'une demi-page, signé par une journaliste (Catherine Lovey et Geneviève Brunet).

Exportations de capitaux à la hausse, importations à la baisse

Toutes destinations, branches économiques et formes d'investissement confondues, les exportations de capitaux suisses à l'étranger n'ont pas cessé d'augmenter ces dernières années, hormis le sérieux fléchissement enregistré en 1992: 8848 millions de francs en 1990, 9381 millions en 1991, 7974 millions en 1992, 11 913 millions en 1993, dont 53% pour l'industrie et le reste pour les services. Sans l'augmentation du nombre des entreprises participant à l'enquête, le montant aurait quand même passé à 10 023 millions de francs, soit un accroissement de 640 millions par rapport à 1991 ou de 25,6% par rapport au creux de 1992.

En sens inverse il est vrai, on note une diminution régulière des investissements en Suisse: 6192 millions de francs en 1990, 2747 millions en 1991, 577 millions en 1992 et le fameux solde négatif de 344 millions en 1993, qui se réduit à -181 millions si l'on ne tient

pas compte des entreprises ayant participé pour la première fois à l'enquête en 1993. Les plus gros désinvestissements concernent les sociétés domiciliées dans l'Union européenne (-596 millions) et aux Etats-Unis (-459 millions), tandis que le Canada (122 millions), le Japon (168 millions) et l'Amérique latine (115 millions) s'intéressent toujours à l'économie suisse, principalement bien sûr au tertiaire non commercial.

A noter que les marchés et pays qui ont réduit leurs investissements en Suisse sont aussi ceux qui ont les plus gros engagements dans notre pays: l'UE avait effectué à fin 1993 pour 30,2 milliards de francs d'investissements directs et les Etats-Unis pour 15,4 milliards de francs. En sens inverse, les montants atteignaient à la même date 27,1 milliards pour l'UE et 19 milliards pour l'Amérique du Nord.

Au total, à fin 1993, les investissements directs suisses à l'étranger se chiffraient à 131,8 milliards de francs, soit une augmentation de 55 % par rapport à 1990; quant aux investissements étrangers en Suisse, ils atteignaient 54 milliards, soit un accroissement de 23,8% en quatre ans.

Economie de moins en moins nationale

En clair, l'économie suisse est de moins en moins nationale, de plus en plus mondiale. De toute évidence, la Suisse participe activement à la nouvelle répartition du travail sur la planète. Les conditions de la production industrielle sont incontestablement plus avantageuses aux antipodes et le restent malgré les transports à grande distance. Inversement, les opérations plus «intellectuelles» du secteur tertiaire se poursuivent en Suisse comme dans les autres pays «post-industrialisés».

Cette évolution bien connue, parfaitement lisible au travers des résultats de l'enquête BNS, se traduit aussi par un déplacement de l'emploi: les entreprises suisses occupent plus d'un million de personnes à l'étranger depuis 1991. A fin 1993, l'effectif atteignait 1 311 283 unités, dont 802 414 dans l'industrie. La Suisse produit à l'étranger et gère à domicile. C'est beaucoup plus significatif que le désinvestissement qui a récemment fait les gros titres de la presse non économique. Le capitalisme suisse, versant mondial, mériterait davantage la réflexion des anti-européens et autres isolationnistes. Évidemment, il faudrait que le patron Blocher ne participe pas activement au mouvement pour que le politicien Blocher ose le dénoncer. ■